

Le budget

en a à profusion et où tout le monde peut vivre son utopie.

Il parle d'affaires internationales et comment nous pourrions utiliser l'argent des contribuables pour manipuler les choses à notre avantage et ainsi de suite. J'aimerais demander au député d'où, à son avis, viennent ces dollars, si ce n'est pas des contribuables auxquels il parle d'apporter un appui. D'où pense-t-il que viennent ces dollars si ce n'est du milieu des affaires qu'il suggère que nous aidions par quelque programme de subventions? D'où pense-t-il que viennent les dollars pour financer les programmes sociaux dont le député se fait si bien le défenseur?

Je voudrais bien que le député nous dise jusqu'où il peut étirer un seul dollar, car il n'y a qu'un seul dollar dans ce pays, c'est celui qui sort de votre poche et de la mienne, de la poche du député et de celle de tous les particuliers. Comment le député peut-il penser qu'on puisse l'étirer encore davantage, alors que 35 cents de chaque dollar perçu par l'État sont consacrés au service de la dette accumulée au cours d'une période de dépenses insensées, où des gens comme le député vivaient dans une sorte de rêve utopique d'où ils pensaient ne jamais devoir sortir pour faire face à la musique.

• (1540)

Je voudrais que le député nous dise comment un dollar peut être plus qu'un dollar et comment les contribuables peuvent payer davantage qu'ils le font pour financer la dette créée par le gouvernement du député?

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Madame la Présidente, je veux que la députée de Winnipeg-Sud sache bien que je ne vois pas Utopie au Canada. Ce n'est certainement pas Utopie lorsqu'un million d'enfants vivent dans la pauvreté, lorsque les jeunes autochtones se suicident. Je peux dire à la députée de Winnipeg-Sud que ce n'est pas Utopie, mais une tragédie. C'est une hideuse cicatrice sur la face de ce pays. Il n'y a rien d'utopique dans le spectacle de la vie gâchée des enfants de ce pays. Rien d'utopique à les voir se passer de nourriture, d'instruction et de logements convenables.

Je vais expliquer à la députée où se trouve l'argent. On compte 116 000 sociétés commerciales au Canada qui n'ont pas payé d'impôts l'an dernier. Et je vais dire autre chose à la députée. Je lui signale que 96 p. 100 des nouveaux investissements sont des prises de contrôle, des acquisitions et non pas des injections d'argent neuf ou des créations de nouvelles entreprises, mais le fait d'un simple échiquier économique qui consiste à aider Conrad Blanc à s'enrichir encore plus pour pouvoir mieux démanteler les sociétés de ce pays. On sait que trois millions de dollars quittent le pays chaque heure qui passe pour rembourser notre dette extérieure. Voilà où va notre argent.

Combien d'argent nous fait perdre l'exemption sur les gains en capital? Combien d'argent perdons-nous parce que nous n'avons pas d'impôt convenable sur les riches successions au Canada?

Il existe bien des endroits où trouver de l'argent, mais le gouvernement ne veut pas y aller parce qu'il sait bien qu'il dérangerait des amis, voilà le problème.

M. René Soetens (Ontario): Madame la Présidente, je suis tenté de poursuivre en commentant ce discours parce que j'aurais beaucoup à dire, mais je suis ici pour participer au débat sur le budget et également au débat sur les amendements que les deux partis de l'opposition ont présentés.

Hier matin, dans ma circonscription, j'ai assisté à un déjeuner sur le budget en compagnie d'hommes d'affaires, de citoyens de ma localité et d'étudiants qui avaient été invités à participer à cet événement. Nous étions environ 280. Personne n'a soulevé d'objections à propos du programme budgétaire. Bien sûr qu'on a posé de sérieuses questions au sujet de certains programmes, mais pas un seul électeur n'a exprimé d'objections au cours de cette rencontre. Je n'ai pas décidé qui serait admis, les personnes intéressées sont venues d'elles-mêmes.

À propos du budget dont nous sommes saisis, je me suis dit que peut-être mes électeurs sont vraiment inquiets à ce sujet. C'est pourquoi il y a environ 45 minutes j'ai téléphoné à mon bureau de circonscription et j'en ai discuté avec mon personnel ici à Ottawa. Je voulais savoir combien d'appels j'ai reçus d'électeurs qui craignent être